



Vos luttes dans la région  
Finances



A la une  
Groupe de travail Cancérôpole



Actualité régionale  
Journée d'étude Composites

Dossier

## Syndicalisation pour gagner

La CGT de demain se construit aujourd'hui



## Dossier



## Syndicalisation pour gagner

Editorial .....	2
A la une .....	3
• Groupe de travail Régional	
Vos luttes dans la région .....	4
• Finances	
• EDA (81)	
• RN20	
• Mécanic vallée	
Professions .....	5
• Privatisation de la Poste	
• Santé Action Sociale	
Activité Régionale .....	6
• Forum Santé Travail de Montauban	
• "La CGT : Une force à vos côtés !"	
• Emploi-Formation	
• A vos agendas	
Dossier .....	7
• La syndicalisation un enjeu pour gagner !	
• Un engagement collectif sans précédent !	
• Commerces et services un espace pour la syndicalisation	
• Un plan de travail syndicalisation	
Activité CGT/CESR .....	11
• Rencontre avec...	
• Actualité de l'activité CGT	
Actualité CESR .....	12
• Les interventions de la CGT	
Vie Syndicale .....	13
• CSIR PYREMED	
• Pour Juliette RABIA, son licenciement relève de la discrimination syndicale.	
Actualité Régionale .....	14
• Journée d'étude "composites"	
Brèves .....	15
• FSGT	
• JEAN JAURES	

## Une montée en puissance des luttes ! Un élargissement à gagner !

L'ancien n° 2 du MEDEF, Denis KESSLER, a résumé clairement les objectifs du patronat, repris par Sarkozy : en finir avec tous les acquis sociaux de 1945 et "défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance".

Salariés, retraités, consommateurs gardent en tête ce pouvoir d'achat tant promis. Des prix qui flambent, des salaires et retraites en berne sont toujours plus insupportables.

La logique gouvernementale est simple. Tout l'argent disponible doit alimenter le relèvement des profits en écrasant toujours plus la valeur travail. C'est cette logique qui a nourri jusqu'au krach, des marchés financiers toujours plus gloutons en capital, toujours plus prédateurs en richesses créées. C'est aussi cette logique qui enfle les déficits publics. C'est le monde du travail et les retraités qui paient la note, et subissent les reculs des services publics, les franchises médicales, l'augmentation de la fiscalité locale, la dégradation de leur qualité de vie et conditions de travail au quotidien.

Mais cette année 2008 reste marqué par un bouillonnement de luttes où la question des salaires reste centrale avec un haut niveau de revendications et des résultats importants.

Les luttes se multiplient aussi partout où il ya restructuration. Le maintien et le développement de l'emploi et du potentiel industriel est une réalité revendicative forte. La capacité qu'ont les salariés à faire des propositions fortes et construites visant à garantir l'avenir des sites par le maintien, voire le développement de l'activité, montre leur non résignation face à une logique capitaliste.

Les combats contre les licenciements deviennent de plus en plus durs et ceux pour les salaires de plus en plus nombreux. Les réalités sociales télescopent l'ordre capitaliste établi. Nul ne sait ce que cela produira mais chacun peut penser qu'il y aura des répercussions sur ce pouvoir dans lequel le MEDEF fonde tous ses espoirs. Cependant, la question de l'élargissement des luttes se posent pour gagner sur les revendications des salariés au niveau de l'entreprise et de la société. L'élargissement des luttes est le défi de cette rentrée sociale 2008.



**Anne GARRETA**

*Animatrice régionale FD Agro-alimentaire*

*Membre du Comité Régional*

*4 août 2008*



# Groupe de travail Régional

## Cancéropôle

**Le 21 septembre 2001, une violente déflagration ravageait le sud de Toulouse, l'historique usine productrice d'engrais chimiques, AZF, venait d'exploser. Cette catastrophe industrielle laissait un traumatisme béant dans les consciences meurtries des Toulousains.**

Deux ans et demi plus tard, le 31 mars 2004, Philippe DOUSTE-BLAZY, Maire de Toulouse, annonçait la création du Cancéropôle de Langlade, sur les terrains de l'ex-AZF, ce projet s'inscrivant dans le plan cancer lancé par Jacques CHIRAC, Président de la République.

Ce projet a pour finalité de regrouper sur le même site des salariés de divers horizons, de diverses origines, avec des statuts et des employeurs tout aussi divers, à savoir des industriels de l'industrie pharmaceutiques (Pierre Fabre et Sanofi), des chercheurs universitaires (Inserm, CNRS) et des hospitaliers publics et privés (CHU et Institut Claudius Régaud).

Dès l'annonce de ce projet, le Comité régional CGT a proposé, à la demande des syndicats CGT de la SNPE-Isochem (SME aujourd'hui) et des Laboratoires Fabre, une rencontre afin de réfléchir ensemble aux enjeux de ce Cancéropôle et à toutes les interrogations qu'il soulevait.

Là est né le groupe de Travail régional CGT qui depuis s'est, heureusement, étoffé. Les syndicats de la SNPE-Isochem et des Laboratoires Fabre sont toujours présents et, depuis, les syndicats CGT de Sanofi, du CHU, de l'Institut Claudius Régaud, de l'Inserm et du CNRS ont rejoint ce groupe.

De plus, outre le Comité régional, l'Union départementale 31 et l'Union locale du Mirail représentent les structures territoriales CGT. Ce groupe est aujourd'hui composé de 21 camarades. La première question que nous nous étions posés à l'époque était : "faut-il oui ou non développer des activités sur le site de Langlade et mettre sur un même lieu des Laboratoires de recherche, des industriels et des services hospitaliers?" De toute manière, à aucun moment, les pouvoirs publics ont concerté les organisations syndicales pour connaître leur position sur la question. La CGT ne s'est pas opposée au projet, préférant être actrice en sollicitant les pouvoirs publics et en étant présente dans toutes les instances où nous le pouvions. En premier lieu, nous siégeons au niveau de la CLIP (Commission Locale d'Information et de Prévention), commission où sont abordées toutes les questions de dépollution et de réaménagement du site de Langlade.

Nous avons rencontré un maximum d'institutionnels (Mairie de Toulouse, Préfet de région, Conseil régional, Conseil général, Président du Cancéropôle) pour faire avancer les revendications de la CGT en portant haut et fort plusieurs questions :

- Celle de la dépollution : à quand une dépollution complète du site? Et avec quels moyens?
- Celle des infrastructures d'accueils des futurs salariés, patients et usagers de ce site? Quelles infrastructures routières, ferroviaires? Quelle capacité de parking?
- Celle de l'emploi : près de 1100 emplois perdus après l'explosion sur ce site. Combien en seront réellement créés, puisqu'on sait que la majorité

des postes résulteront de redéploiement d'équipes. De plus, n'existe-t-il pas le risque que seuls des emplois ultra-qualifiés et techniques ne voient le jour?

- Celle des conditions de transfert des salariés concernés?

Ce groupe de Travail a également élaboré un "4 pages" qui est sorti à 10 000 exemplaires en juin 2006. Il a été diffusé dans toutes les entreprises concernées, ainsi qu'aux habitants voisins du site de Langlade. L'accueil de ces derniers avait été très favorables et une conférence de presse avait ponctuée cette distribution.

Aujourd'hui, l'objectif est de tout mettre en œuvre pour rééditer un "4 pages", en faisant état de nos avancées ainsi que de nos interrogations.

De plus, une permanence mensuelle "Cancéropôle" se tiendra dans les locaux du Comité régional CGT (les prochaines dates sont : 13 octobre 2008, 12 novembre 2008 et 8 décembre 2008).

Participer à ce Groupe de Travail est intéressant pour tous, riches en échanges, en débats contradictoires, et le foisonnement d'idées qui naît de toutes ces rencontres fait que nous apprenons énormément. Nous apprenons à nous écouter, à travailler ensemble, à accepter que nous puissions être en désaccord sur tel ou tel point... Cela nous enrichit énormément (intellectuellement, j'entends bien) et fait que notre envie d'amener toutes nos revendications au bout est décuplée.

**Lionel PASTRE**

*Animateur du groupe de travail régional  
"Cancéropôle"*

## Finances



Blocages des centres des impôts et des trésoreries, rencontres avec les élus, réunions publiques, les agents des finances de Midi-Pyrénées ont multiplié les initiatives au cours des mois de mai et juin. Leur participation aux temps forts a été massive, jusqu'à 86 % de gréviste en Hautes-Pyrénées le 10 juin. Dans les centres des impôts, les AG quotidiennes ont rassemblé une majorité d'agents et permis d'organiser le blocage pendant une bonne partie de la période. L'intervention des forces de l'ordre, condamnée par le comité régional dans un communiqué du 5 juin, démontre l'enjeu que constitue cette lutte pour le gouvernement.

Les directions des finances servent de laboratoires aux projets (RGPP, fusion

trésor/impôts, projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires). Les fermetures de trésoreries en milieu rural et les restructurations en milieu urbain se multiplient au détriment de l'aménagement et du développement des territoires. La CGT Finances dénonce ces méthodes et propose au contraire des services publics de proximité et de qualité.

Durant l'été, la mobilisation se poursuit : la CGT rencontre les élus et les représentants de l'Etat dans les départements et en région. Dans les prochaines semaines, de nouvelles mobilisations seront proposées, par exemple autour de la défense des trésoreries du Comminges et du Lauragais. Cette lutte ne doit pas se limiter au seul Service

Public des finances, c'est le développement de tout le territoire régional qui est en jeu ! Le report du projet de loi sur la mobilité à l'automne, la prise en considération par le ministre de revendications locales comme l'indemnité de résidence pour l'aire urbaine de Toulouse, constituent une première étape.

La mobilisation doit se poursuivre et s'amplifier pour faire aboutir à la rentrée les revendications des agents.

## EDA (81)

Juin 2008, première grève depuis 1962, contre la délocalisation, elle aura duré 5 jours, mais la menace de 80 licenciements pèse toujours. Les salariés, soutenus par la CGT, ont mis en œuvre une véritable démocratie ouvrière en votant tous les soirs la suite de l'action, pas un n'a quitté prématurément le mouvement. Ils ont ainsi contraint l'entreprise à ne pas retenir les jours de grève et à examiner la proposition de relogement faite par la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois. Affaire à suivre.



## RN20

Mobilisation à Tarascon vendredi 26 juillet contre la cession au privé du tronçon Tarascon-Puigcerdà. A l'initiative de la CGT et avec le syndicat andorran USDA, distribution de tracts, sensibilisation des populations et des usagers pour exiger l'ouverture d'un débat public en Ariège.

## Mécanic vallée

Très fort mécontentement lors des NAO et première grève à Figeac-Aéro réunissant la majorité des salariés de la production, avec la CGT, pour une augmentation des salaires de 65€. Après 2 jours, la reprise a été votée suite aux promesses de la direction : paiement des jours de grève et l'annonce de nouvelles NAO fin de l'année... À suivre. Succès à Blanc-Aéro après 7 jours de grève dans l'unité (FO et CGT), les salariés de nuit obtiennent 6,70 jours de congés supplémentaires et 3 % d'augmentation générale pour tous!!!

## Santé Action Sociale

Du 2 au 6 juin s'est tenu à Toulouse le 9<sup>e</sup> congrès de la fédération santé et action sociale.

Sa réussite a été le fruit de l'investissement en amont et pendant le congrès de nombreux camarades de la région pro et interpro (comité régional, UD 31, syndiqués de la santé et de l'action sociale de l'ensemble des départements de Midi-Pyrénées...).

Un collectif d'une centaine de personnes s'est mobilisé sur la logistique du congrès.

Les débats et les témoignages des délégués, autour des questions de vie syndicale et des revendications ont exprimé les fortes attentes des salariés.

Devant la mise en danger de toute la protection sociale et l'étranglement financier de tous les secteurs de la santé et de l'action sociale, le congrès a lancé un appel pour convier les salariés et les retraités à rejoindre la CGT afin d'être plus nombreux à porter nos revendications; notamment **pour le maintien d'un service public de santé et d'action sociale de haut niveau, le maintien de tous les hôpitaux de proximité répondant aux besoins des populations et pour la suppression de la tarification à l'activité et la "régression" générale des politiques publiques portées entre autre par le rapport Larcher et le projet de loi "santé, patient-territoire"**.

Dés maintenant, il nous faut mobiliser les salariés et les usagers pour être à l'offensive à la rentrée et contrer les projets gouvernementaux.

De nombreux établissements de la région sont menacés ou font l'objet de restructurations diverses comme la fermeture de service définitive, la baisse organisée de l'activité sous prétexte de congés d'été, l'externalisation de service...

Plusieurs actions et mouvements ont déjà été organisés.

**Un rendez-vous de luttes est fixé le 29 août 2008 de 9h30 à 16h à Figeac**, dont la fermeture de la maternité est programmée.

Il est indispensable de faire converger nos luttes locales et de rompre l'isolement de nos actions pour les inscrire dans un mouvement large et coordonné.

Cette initiative doit nous permettre d'amplifier la mobilisation.

Aucun établissement n'est épargné, chaque restructuration est une pièce du puzzle de la destruction de l'offre de soins publique.

**Nathalie GAMIOCHIPI**

Coordination régionale Santé-Action sociale

# Privatisation de la Poste

**Nous avons appris par l'AFP vendredi 4 juillet l'intention de La Poste de changer de statut et de devenir société anonyme.**

Lors de la rencontre entre la CGT et M. Bailly, président de la Poste, celui-ci s'est dit offusqué que la presse ait été informée par une fuite.

On est au cœur de la méthode Sarkozy et de son gouvernement : absence de transparence, de démocratie, pratique du fait accompli.

Il faut savoir que dans le plus grand secret des cabinets ministériels et de la direction, la réflexion sur le changement de statut était engagée depuis un petit moment.

**Quels sont les enjeux de la transformation de la Poste en société anonyme ?**

Une entreprise qui réalise 20,8 milliards d'€ de chiffre d'affaires, 943 millions d'€ de bénéfices, attire forcément les convoitises qui plus est avec des activités à forte valeur ajoutée.

L'annonce de changement de statut s'inscrit dans une logique de libéralisation totale des activités déjà prônée par la directive européenne visant à la dérégulation du courrier, la création de la banque Postale, la banalisation du livret A...

Elle est au cœur des choix économiques et politiques de privatisation des services publics en Europe, au cœur du transfert du monopole public vers un monopole privé, dans la poursuite de la loi postale de 2005!

Nous avons des certitudes :

Quelque soient les entreprises où il y a eu ouverture du capital, privatisation, des milliers d'emplois ont été supprimés et le service public a été dégradé.

Chaque fois, la masse salariale a été réduite. Quand on sait que celle-ci, représente plus de 80 % du chiffre d'affaires à la Poste, on peut avoir les pires craintes.

**L'heure est au rassemblement le plus large dans l'action revendicative.**

Au-delà de la contestation nécessaire, le défi est de créer les conditions d'une alternative à la transformation de la Poste en SA et à l'ouverture du capital.

Rien n'est joué!

Il est possible de construire un vrai avenir pour le service public postal

En ce sens la CGT propose :

- Le refus de toute forme de privatisation, du changement de statut de la Poste en société anonyme, d'ouverture du capital
- De garantir l'accessibilité d'un service public postal de haut niveau sur l'ensemble du territoire avec la péréquation tarifaire
- L'amélioration des droits et garanties du personnel
- L'ouverture de négociations immédiates à tous les niveaux sur les revendications
- La tenue d'un débat public national

Les syndicats départementaux Fapt de Midi Pyrénées en réunion le 9 juillet 2008 ont décidé de s'adresser aux salariés, aux usagers et aux élus de leurs départements respectifs afin de porter la riposte nécessaire à une telle offensive et de créer les conditions qui s'imposent pour un grand rassemblement régional dès la rentrée.

**Alain GIACOMEL**  
Animateur régional FAPT



## Forum Santé Travail de Montauban

Le 29 mai 2008, l'UD CGT 82 tenait son 2e forum sur la santé au travail avec pour thème "les nouvelles organisations du travail et leur impact sur la santé des salariés". En présence de Jean-François Naton, Conseiller confédéral en charge des questions de santé au travail, une soixantaine de militants ont échangé à partir de leurs expériences.

Le monde du travail change et les formes d'activité se transforment. L'implication demandée au travail s'accroît. Le juste à temps, le flux tendu, la qualité, la norme, les contrôles, la polyvalence, les groupes semi autonomes, la flexibilité, la précarité, autant d'expressions sensées exprimer la modernité dans le monde du travail.

Pour autant, la santé des salariés ne s'en trouve pas améliorée; dans la même période les AT repartent à la hausse, les altérations de la santé liées au travail explosent avec l'apparition de pathologies nouvelles (TMS, risque psycho-social)

Pour le collectif Santé/Travail de l'UD CGT 82, il s'agit d'abord d'informer les salariés, de leur donner les éléments de connaissance leur permettant de prendre à bras le corps la problématique de l'organisation du travail pour agir dans le sens de la prévention et de la santé des salariés.

La qualité des interventions lors de ce forum, et la diversité des témoignages montrent la nécessité de développer une activité syndicale offensive sur les questions de santé au travail.

## "La CGT : Une force à vos côtés !"



Le jeudi 2 octobre 2008 à 19 heures à Diagona-Labège, la CGT organise son meeting régional de rentrée et de campagne des élections prud'homales.

La préparation et la tenue de meetings régionaux, vont permettre dès septembre de s'adresser largement aux salariés en ciblant leurs préoccupations, les priorités revendicatives, les initiatives et les mobilisations nécessaires.

Des témoignages autour d'initiatives gagnantes et de luttes en cours alimenteront ce meeting.

L'enjeu des élections prud'hommes, du poids de la CGT et le sens des transformations engagées, pour un syndicalisme répondant aux attentes du salariat seront également au cœur des débats.

## Emploi-Formation

Journée d'étude régionale le vendredi 13 juin 2008 à la bourse du travail de Toulouse sur le thème : Marché du travail, Service Public de l'Emploi, Assurance chômage, Formation Professionnelle; Quel avenir?

Le travail en ateliers (fusion ANPE/Assedic et refonte du service public de l'emploi, réforme de la formation professionnelle, privés d'emploi et nouvelle assurance chômage) a facilité l'intervention de chaque participant, permis de dépasser les constats, de construire des priorités et de décliner en région les repères revendicatifs de la CGT. Les débats, analyses et propositions issus de cette journée dégagent des perspectives en termes d'action et d'organisation pour l'activité du Comité Régional sur les champs de l'emploi et de la formation.

## A vos agendas...

### CSIR

Comité Directeur  
du CSIR PYREMED  
le 7 octobre 2008,  
en Andorre et conférence  
de presse dans le cadre de  
la journée mondiale d'action  
pour "un travail décent".

### STAGE IRT

Santé-Travail (2<sup>e</sup> module)  
les 13 et 14 octobre 2008.

«  
**syndiquez-  
 vous  
 efficace**  
 »



www.cgt.fr **la cgt**

# La syndicalisation un enjeu pour gagner !

des modes de fonctionnement, d'organisation  
 qui correspondent mieux au syndicalisme solidaire

**Le CCN de mai a lancé les premières réflexions sur la préparation du 49<sup>e</sup> congrès. Les enjeux de la syndicalisation et du renforcement de nos forces organisées sont les lignes forces de ces premières réflexions. Le débat (voir le Peuple N° 1668 de juin) a mis en évidence la nécessité de mieux s'appropriier ces enjeux au service de notre démarche revendicative. Au moment où le tour de France des UD lancé par la commission syndicalisation va prendre sa réelle dimension il paraît utile de revenir sur ce qui fonde notre démarche.**

**Bernard THIBAUT dans son intervention a présenté les pistes que propose de travailler la CE confédérale.**

*(Extraits)*

« Nous avons donc des points d'appui pour travailler sur cette situation mais il faut concrètement s'y mettre. C'est la raison pour laquelle la Commission exécutive vous suggère un premier cadre de réflexion préparatoire au congrès sur l'ensemble des questions liées à l'implantation et à l'influence de la CGT dans sa dimension interprofessionnelle. Une des conditions à remplir pour y parvenir, c'est de bien appréhender ce qui est en jeu.

La CGT a besoin de changer. Non pas pour changer d'objectifs revendicatifs, nous avons besoin de changer pour justement atteindre nos objectifs revendicatifs.

Une camarade affirmait à juste titre dans notre discussion préparatoire que notre prétention à gagner un nouveau statut du travail salarié, une sécurité sociale professionnelle demeurerait très hypothétique tant que

subsisterait une telle étendue de déserts syndicaux qui agissent au contraire comme autant de leviers pour le patronat pour accroître la précarité et la déréglementation. Agir et s'investir à ce qu'un plus grand nombre de salariés s'organise dans la CGT, c'est contribuer à faire évoluer le rapport de force sur les revendications dans sa propre entreprise, sa propre branche professionnelle, sur son propre territoire.

Nous savons tous que cette vision n'est pas spontanément acquise dans nos rangs, sinon on ne comprendrait pas pourquoi seulement 10 % des organisations sont actives sur la syndicalisation.

Chaque semaine amène sa démonstration que l'évolution du droit des salariés, quel que soit leur statut, ne dépend pas uniquement du rapport de force dont on dispose dans son entreprise, dans sa branche professionnelle mais de la capacité de l'organisation à être à la hauteur pour chacun des niveaux et dans chacune des branches et sur l'ensemble du territoire.

La moindre faiblesse, la moindre absence, la moindre division rejaillit sur tout le monde et nous savons combien d'efforts sont faits par nos interlocuteurs pour exploiter toutes les failles.

Peut-être avons-nous nous-mêmes à ne pas laisser s'installer les ambiguïtés comme celle qui consisterait à laisser croire qu'avec les forces dont elle dispose, et elles sont loin d'être négligeables, la CGT a ce qu'il faut pour atteindre les résultats attendus.

Il ne suffit pas d'un bon score aux élections professionnelles, et heureusement nous en avons, de l'élection de bons élus, de la désignation de bons négociateurs CGT. En l'absence de salariés acteurs pour l'expression de leurs revendications et dans la

conduite de l'intervention syndicale, notre bilan restera limité.

C'est de la CGT dont dépend en grande partie l'avenir du syndicalisme confédéré dans notre pays.

Rien ne dit en effet que l'approche interprofessionnelle des enjeux et des propositions à défendre apparaît automatiquement comme la forme la plus pertinente de représentation et d'action syndicale.

Plusieurs conceptions syndicales sont en compétition dont celle plus ou moins assumée qui vise à privilégier un mode d'organisation strictement professionnel, pour ne pas dire autonome. Nos modes de fonctionnement, nos modes d'organisation doivent mieux correspondre au syndicalisme solidaire entre générations, solidaires entre métiers et professions, solidaire entre salariés de petites et de grandes entreprises, solidaires entre précaires et celles et ceux dont le parcours professionnel semble moins chaotique.

Tout en confirmant notre ambition d'un syndicalisme qui vise le progrès social et pas uniquement une capacité de résistance, nous devons être en mesure de dessiner une nouvelle stratégie pour l'organisation des forces actuelles et l'intégration de forces nouvelles et supplémentaires.

Il n'y a pas de moment plus opportun pour en débattre que la préparation d'un congrès.

Notre défi commun consiste à créer les conditions de ce débat dans toute l'organisation et que les conditions soient réunies pour que le 49<sup>e</sup> Congrès apporte des réponses et un engagement collectif sans précédent.

Nous ne pouvons pas aller au 49<sup>e</sup> Congrès sur les mêmes bases qu'au 48<sup>e</sup>.

A l'évidence, nous ne sommes pas confrontés uniquement à des problèmes de fonctionnement de ce qui existe mais bien à

# Un engagement collectif sans précédent !



## Débattre de la conception de la syndicalisation à la CGT

quelques questions de conception concernant à la fois la démarche et le mode d'organisation qui en découle.

Le CCN est invité à apporter sa contribution pour identifier les questions qui lui apparaissent centrales et qui nécessitent de nouvelles réponses.

J'en ai évoqué quelques-unes dans le rapport du 13 mai et la CE a apporté d'autres compléments. Je vous en livre quelques pistes : Nous avons besoin de débattre de l'enjeu de la syndicalisation, à partir d'une démarche qui privilégie le syndicalisme d'adhérents. Beaucoup d'efforts sont faits pour entretenir à tous les niveaux une représentation de l'action syndicale qui se réduirait à une présence institutionnelle.

Dans l'entreprise, les branches professionnelles, au niveau du gouvernement, tous multiplient les instances, rencontres et autres démarches qui visent à réduire le dialogue et la négociation en un seul face à face entre représentants syndicaux et patronaux. Cette présence n'est productive que si elle s'appuie sur un nombre conséquent de syndiqués et une capacité à intervenir collectivement.

**1/** Nous avons besoin de débattre de la conception de la syndicalisation à la CGT. Qui peut adhérer à la CGT ? Quel rôle du syndiqué ? Quelle relation avec les autres syndiqués de la CGT ? Quelle signification donne-t-on à l'adhésion à l'organisation ? Nous ne devons pas négliger les effets produits par l'image négative entretenue à notre égard et nous devons y travailler.

**2/** Nous avons besoin de débattre de l'organisation des syndiqués dans la CGT. Un camarade faisait cette réflexion : "ce n'est pas la demande qui fait défaut, c'est notre offre qui ne correspond pas". Il y a à l'évidence du vrai dans ce constat

lorsque l'on remarque la quantité non négligeable de demandes d'adhésions à la CGT qui, pour beaucoup d'entre elles, ne trouvent pas leur place dans nos schémas d'organisation actuels.

La CGT, pour l'essentiel de son architecture, est héritière de l'histoire de chacune des organisations qui la composent : syndicats, fédérations professionnelles et, dans une moindre mesure, les unions départementales.

**N'est-il pas opportun aujourd'hui de se réinterroger ensemble sur une vision partagée des conceptions et des outils permettant aux syndiqués d'agir ensemble, de se coordonner, du Syndicat à la Confédération, en intégrant les dimensions professionnelles et territoriales de l'activité.**

Le 48<sup>e</sup> Congrès a fixé des orientations et une impulsion pour que chaque organisation réfléchisse à ses propres évolutions. Nous mesurons les limites de cet exercice. Il faut maintenant dépasser le stade où chacun décide pour son propre compte sans une articulation plus élaborée avec les autres organisations de la CGT.

Cela vaut pour chacun des niveaux en commençant sans doute par le syndicat : la structure de base de la CGT, c'est-à-dire le premier niveau d'organisation des salariés dans la CGT.

Les débats précédents se sont focalisés notamment sur des questions relatives au seuil d'effectif pour être organisés en syndicats, aux questions d'affiliations à l'intérieur de la CGT. Un peu comme si le nombre de syndicats et l'affirmation des identités professionnelles primaient sur le nombre et la diversité des salariés syndiqués à la CGT.

Nous proposons sans plus attendre de faire un bilan précis sur les enseignements que tirent les camarades et les organisations des

syndicats multiprofessionnels ou de sites. L'organisation des syndiqués dans la CGT se structure aussi par l'activité spécifique telle que nous l'avons décrite jusqu'à présent.

Il va de soi qu'aussi bien l'organisation actuelle des ingénieurs, cadres et techniciens que les outils de coordination sur les dimensions professionnelles et territoriales ont besoin d'être révisés.

Une camarade n'hésite pas à poser une question que nous savons dérangeante pour l'organisation : le syndiqué est-il d'abord adhérent de la CGT ou membre d'une organisation qui appartient à la CGT ? C'est un beau sujet de discussion.

**1/** Nous avons besoin de discuter d'un plan de travail confédéralisé pour la conquête de forces nouvelles.

Des pans entiers du salariat sont à découvert de présence CGT. Nous n'existerons qu'à la condition d'y consacrer de l'énergie, des forces militantes et des moyens financiers.

Nous les trouverons dans ce que nous avons aujourd'hui à notre disposition.

Nos outils pour la connaissance du terrain et des forces organisées de la CGT doivent être pleinement opérationnels, et nous savons que ce n'est pas encore totalement le cas.

**2/** Nous avons besoin de nouvelles initiatives en direction de la jeunesse.

L'étude le confirme, l'insertion professionnelle des jeunes passe de plus en plus systématiquement par les cases chômage et précarité.

**Ouvert à l'idée d'engagement collectif et au fait syndical, la CGT a une responsabilité particulière à l'égard des jeunes dès les premières années où ils côtoient le milieu de l'entreprise. C'est aussi à ce moment-là que se forge l'opinion sur l'efficacité de l'intervention syndicale..."**

# Commerces et services un espace pour la syndicalisation

de l'état des lieux en Midi-Pyrénées, travailler ensemble UD/profession

*Dans le cadre de la mission confiée par le Comité Régional à Martine BERNARD-ROIGT, des rencontres ont été organisées en collaboration avec Mireille ORMAECHEA membre du Comité Régional avec les UD Ariège, Gers, Lot, Tarn-Garonne, Hautes-Pyrénées, elles se poursuivront à la rentrée avec les autres départements.*

Il ressort de ces visites quelques enseignements à prendre en compte :

- la faiblesse de la syndicalisation dans ce secteur par rapport au nombre qu'ils

représentent dans le salariat.

- des syndiqués individuels qui n'ont aucune organisation, dans le meilleur des cas ils sont organisés dans le syndicat multipro.
- des élus du personnel très dépendants de la disponibilité des militants de l'UD ou de l'UL
- pas d'existence professionnelle réelle, absence de coordination professionnelle dans le département. D'où l'intérêt de la création de syndicats locaux ou départementaux du Commerce et Services comme dans le GERS (voir nos précédents Bulletins) ou celui d'ALBI. Ils

permettent au collectif de militants commerce d'exister en tant que tel, de travailler des revendications communes, de nouer des liens de solidarité indispensables pour le rayonnement d'un syndicalisme professionnel en territoire.

- une connaissance plus fine de la réalité du nombre de syndiqués dans le département.

Ce premier état des lieux débouche sur des décisions et renforce le lien profession territoire! C'est expérience a permis à Mireille d'intervenir au congrès de sa fédération.

*Intervention de Mireille ORMAECHEA membre du Comité Régional, au congrès de la FD Commerce fin mai*

Rassembler, Fédérer, autour de structures qui fonctionnent et répondent aux besoins des syndiqués, des salariés

Travailler à ce que la CGT soit un outil dans un salariat éclaté. Nos professions du commerce et services concentrent un nombre plus qu'important de salariés, elles concentrent des enjeux majeurs pour toute la CGT. Précarité, utilisation abusive des temps partiels, politique des bas salaires, conditions de travail dégradées, nos secteurs professionnels paupérisent leurs salariés.

C'est fort de ce constat qu'il a été décidé lors du CFN de 2007 de tenir des assises régionales du commerce et des services.

Pour Midi-pyrénées région qui regroupe 8 départements, ces assises en novembre 2007 ont permis de faire l'état des lieux de nos

champs professionnels, les branches du commerce ce sont 130380 salariés, les services 598037 salariés.

En faisant le rapport du taux de syndicalisation on arrive à 0,5 %, avec 820 syndiqués, on est face à des déserts syndicaux. On est également face à beaucoup de misère humaine, la pauvreté frappe de plus en plus les salariés de ces secteurs. Salaires inférieur au SMIC, travail du dimanche, jours fériés, contrats précaires méthode de management à la hussarde, polyvalence à outrance, on revit Zola. L'objectif de nos employeurs est d'engranger des profits insolents en laissant une majorité de salariés sur le radeau de la précarité dont beaucoup de femmes. Lors de ces assises chacun et chacune ont pu témoigner des difficultés de leur quotidien.

Passé ce constat de la grande précarité de nos vies face à un patronat dont l'objectif est la déstructuration du socle social à travers

les attaques du monde du travail, les participants à ces assises ont été convaincus de la nécessité de miser en priorité sur la qualité de la vie syndicale, l'idée principale a été la recherche d'outils CGT de proximité, efficaces au services des salariés.

Prenant en compte ces attentes, la région et la fédération travaillent à recenser et à unifier les salariés d'un même secteur professionnel, avec un référent par département pour élargir le maillage territorial. Pour améliorer la communication, aller vers la création de collectifs du commerce et services là où ça n'existe pas (syndicat de site, faire vivre les solidarités avec les syndicats des donneurs d'ordre et la sous-traitance, exemple concret de la notion de proximité, solidarité, mutualisation des moyens.)

L'activité syndicale de nos branches en Midi Pyrénées a été prise en charge collectivement.

# Un plan de travail syndicalisation



Dans les Hautes-Pyrénées, la CGT de demain se construit aujourd'hui...

L'Union Départementale CGT des Hautes-Pyrénées est consciente de la nécessité du renforcement de notre organisation. Le salariat des Hautes-Pyrénées est malmené.

Le capitalisme préfère un marché du salariat souple et fragmenté pour faire face au coût de production, face à la mondialisation mais surtout pour un profit toujours plus important. Le patronat dans le département des Hautes-Pyrénées ne déroge pas à la règle. Le gain de productivité et de profit a vu le démantèlement du tissu industriel du département avec la casse des grandes usines à fort taux de syndiqués.

Pour autant le nombre de salariés n'en pâtit pas avec l'accroissement des PME et TPE, l'explosion du secteur des services et du commerce. Le syndicalisme ne s'est pas suffisamment adapté à ces évolutions notamment en raison de la non-reconnaissance du droit syndical qu'il reste à conquérir.

Pour l'année 2008, la CE de l'UD s'est fixée comme objectif 400 nouvelles adhésions. Cet objectif n'est pas à prendre en terme mathématique, mais en terme politique. En effet, au vu des réformes gouvernementales qui se mettent en place, la CGT doit gagner la bataille des idées, et que rien n'est inéluctable. C'est ensemble que nous serons plus fort, c'est ensemble que nous pourrions faire reculer le gouvernement, mais, pour construire ce rapport de force, nous devons être en capacité de mobiliser un grand nombre de salariés.

Bien sûr, nous ne sommes pas des commerciaux! Bien sûr, la CGT ne veut pas fixer aux syndicats des taux de rentabilité, de productivité liés à l'adhésion. Par contre, la CGT veut gagner des nouveaux droits pour les salariés. Il faut trouver une porte d'entrée pour faire en sorte que le nombre de syndiqués responsables augmente pour rendre notre

organisation syndicale plus efficace.

La syndicalisation passe par la proposition de l'adhésion, aux jeunes, à nos collègues qui sont sympathisants, à nos collègues qui ont eu besoin de la CGT, aux salariés des PME/PMI, aux futurs retraités, aux saisonniers, aux privés d'emploi.

- en s'inscrivant dans le Plan National de Syndicalisation de l'UD, des UL et/ou de l'entreprise.
- pendant les campagnes de syndicalisations confédérales dans et hors l'entreprise
- pendant les périodes d'actions et de luttes
- pendant les campagnes électorales à venir (prud'hommes, élections professionnelles)

**Agnès LARIBEAU**

*Animatrice Vie Syndicale UD65*

## Adhésions nouvelles en Midi-Pyrénées

(au 30 juin 2008)

Départements	2007	2008
Ariège	80	159
Aveyron	182	145
Haute-Garonne	295	105
Gers	61	27
Lot	55	83
Hautes-Pyrénées	143	96
Tarn	250	216
Tarn-et-Garonne	69	105
<b>TOTAL</b>	<b>1135</b>	<b>936</b>

## Tour de France des UD

Le tour de France des UD vise à réunir la direction de l'UD avec le collectif vie syndicale et les camarades de la commission et de l'Espace Vie syndicale pour réaliser un état des lieux le plus précis possible de l'activité vie syndicale dans le département, des délégués syndicaux, des secrétaires de syndicats, le plan de travail, les avancées, les difficultés et limites afin de définir des objectifs les plus précis possibles et réalisables rapidement.

La deuxième journée est tournée vers la visite de syndicats pour échanger sur les enjeux de la syndicalisation et pourquoi tenir une initiative !

DEPARTEMENTS	DATES	COMMISSION
Ariège	15 et 16 septembre	Maïté LASSALLE
Aveyron	12 et 13 juin	
Haute-Garonne	23 et 24 septembre	Ghyslaine RICHARD
Gers	25 et 26 septembre	
Lot	11 et 12 juin	Daniel SANCHEZ
Hautes-Pyrénées	13 et 14 octobre	Maïté LASSALLE
Tarn	18 et 19 septembre	Daniel SANCHEZ
Tarn-et-Garonne	15 et 16 octobre	Daniel SANCHEZ

## Rencontre avec...

Je m'appelle **Martine BERNARD-ROIGT** et ayant fait valoir mes droits à la retraite, je cesserais mon activité d'ici quelques jours. J'ai donc demandé au



Comité Régional d'être remplacée à ce mandat de conseiller CESR. Je l'occupe depuis de nombreuses années, d'abord en tant que responsable du groupe puis comme secrétaire régionale.

C'est un mandat très exigeant pour la CGT mais qui nous place d'emblée au cœur des questions régionales. Quel meilleur observatoire des réalités et des politiques régionales quand on assume la responsabilité d'une structure dont la mission est "d'animer l'activité de la CGT sur les questions d'intérêt régional!"

Au moment de quitter cette responsabilité, je pourrais évoquer quelques souvenirs en guise de clin d'œil mais quel intérêt? Je pourrais plus sérieusement tirer un bilan de mon activité, il n'y aurait pas assez de place et vous trouveriez cela ennuyeux. Ne dois-je pas plutôt transmettre en guise d'héritage, un message politique hautement symbolique...! alors là manque de modestie. N'aurais-je rien à dire, cela vous surprendrait!

Comme tous les camarades investis de ce mandat, au début, on éprouve une grande solitude, c'est un autre monde, on y parle un jargon incompréhensible pour le nouveau venu. On doute parfois de l'utilité de notre présence. Mais investi de ce mandat, on force un peu sa nature pour mettre la tête et les mains dans des dossiers qu'on ne connaît pas (on n'est pas des spécialistes...!) et au final cela marche! On est capable d'analyser un document budgétaire sans avoir été formé aux finances publiques, de discerner les subtilités du langage technocratique sans avoir fait Sciences Po, de rédiger et d'intervenir, de s'affronter et de s'ouvrir à d'autres idées..., d'imposer le point vue de la CGT et de l'argumenter...!

C'est la force du syndicalisme CGT de permettre aux individus de s'émanciper et il faut que cela continue...!

**Garantir un égal accès à la santé; des inégalités d'espérance de vie et d'accès aux soins aux pistes de propositions, un nouveau point sur l'auto-saisine en cours.**

D'entrée il apparaît que la dimension financière conditionne le recours au système de santé. L'accès recule, sous l'effet conjugué des réformes de la protection sociale (déremboursements, extension des forfaits et des franchises, remise en cause annoncée du dispositif des A.L.D...), de ses conséquences sur la protection complémentaire. Le reste à charge pour les familles s'accroît sans cesse dans un contexte de précarisation de chômage et de cherté de la vie. A la CGT nous ne croyons pas une seule seconde à l'argumentation moralisante "de responsabilisation du malade par l'argent"; elle n'a que peu d'effet sur les catégories les plus favorisées, par contre, elle dissuade les moins fortunés de recourir précocement aux soins et de s'engager dans les démarches de prévention. De même nous réaffirons que la Sécurité Sociale repose en matière de santé sur la solidarité entre les biens portants et les malades;

Si la question financière est déterminante, et dépasse la responsabilité régionale, elle se combine avec des facteurs socio culturels et spatio-temporels. qui permettront d'aborder la question par le territoire, son aménagement, les transports, le logement, la démographie des personnels de santé, la permanence des soins et la place centrale des hôpitaux public dans le dispositif...

Des remèdes pour garantir "l'accès aux soins de qualité pour tous", existent. La CGT les a mis en débat notamment lors d'un débat public, organisé avec la coordination régionale de la santé et le comité régional à Blagnac le 14 avril. Quelques axes sont

# Actualité de l'activité CGT



importants à rappeler :

- la santé, qui n'est pas limitée aux seuls soins, est un droit pour chaque individu.
- elle n'est pas une marchandise et ne peut être source de profit.
- la région est un espace pertinent d'évaluation des besoins et de régulation des réponses au plus près, mais une régulation nationale s'impose pour lutter contre les inégalités de santé.
- Il importe de décloisonner les métiers de la santé, en respectant les identités professionnelles de la formation jusqu'à l'exercice, du cabinet jusqu'à l'hôpital, et, dans les territoires, au sein de véritables maison de santé pluridisciplinaire...

Les enjeux ne sont pas minces dans cette auto-saisine, la remise en cause des politiques menées, tout autant. Il n'est pas étonnant que certains au sein du CESR aient envisagé de "contrôler" les auditions des syndicats.

La CGT a dénoncé ces manœuvres discriminatoires et reste résolue à faire entendre sa voix faisant sienne l'adage "les difficultés ne sont pas faites pour nous abattre mais pour être abattues."

# Les interventions de la CGT



## Avis sur le Schéma Régional des Infrastructures de Transport

**Déclaration faite par Yolande GUINLE au nom du groupe CGT (Extraits)**

Le groupe CGT se félicite que la loi impose un schéma régional des infrastructures et des (...) afin d'arriver à une mise en cohérence des actions à réaliser par les différentes autorités organisatrices (...) dans un souci de développement durable. En effet, si le schéma reprend les différentes réflexions issues des divers ateliers auxquels ont participé l'ensemble des acteurs du transport (...) la CGT regrette le fait qu'il n'y ait pas de ligne directrice à ce projet. Et bien que le Conseil Régional n'est aucu-



ne autorité quant à l'obligation d'appliquer ce schéma par les différents acteurs concernés, dans le cadre du développement économique de la région et de la satisfaction des besoins des habitants de Midi Pyrénées, il lui appartient d'être l'autorité coordinatrice.

Entre l'explosion récente du prix du pétrole, les accords issus du Grenelle de l'Environnement, l'augmentation de la population et des besoins, d'une part et la situation géographique de la région en terme de développement économique, d'autre part, Midi Pyrénées constitue un territoire favorable naturellement au développement des modes alternatifs à la route de déplacement des personnes et des marchandises, et il y a urgence à ce qu'il y ait une réelle concertation et une réelle coordination entre les différentes autorités organisatrices afin qu'émergent des projets concrets.

Pour cela, la CGT est favorable à une politique multimodale des transports basée sur la création et la mise en place d'un syndicat mixte régional des transports incluant toutes les autorités compétentes.

Cependant, devant l'ampleur de la tâche et si il y a une volonté réelle de sauvegarde de l'environnement, cette politique devra être menée hors critères de rentabilité, le développement durable étant l'affaire de tous.

Et puisque les besoins existent mais que les moyens demeurent inégaux, la Région, dont nous saluons les efforts en matière de transports, n'a pas à supporter les coûts engendrés. En effet, sans financement pérenne de l'Etat, on ne peut mener à bien une réelle politique d'aménagement du territoire. Et si le document de synthèse n'a de

cesse de rappeler l'importance de l'achèvement des coûts partis, ceci dénote peut-être une méfiance vis-à-vis de l'Etat qui promet mais ne tient pas toujours ses promesses. J'en veux pour preuve les 18 millions d'euros de l'Etat dans le cadre du plan rail dont le versement pour 2008 reste du domaine de l'incertitude; à noter le peu d'engagement de la SNCF dans le volet marchandises. Il est vrai que la réorganisation qu'elle mène dans son activité fret a pour conséquence un désengagement total des dessertes marchandises régionales. A ce sujet le recours systématique à la solution OFP (Opérateur Ferroviaire de Proximité) relève à ce jour de la pure incantation.

En conclusion, pour la CGT, outre le débat d'idées et la prise de conscience collective de la nécessité de raisonner en termes de développement durable et de sauvegarde de l'environnement, la question des moyens reste essentielle à la concrétisation de ce schéma. Je tiens à rappeler ici les limites de la fiscalité régionale non dynamique (...) qui ne permet plus du fait du désengagement de l'Etat de répondre à tous les besoins de transport pour ne parler que de cela. J'insisterai, pour terminer, sur l'ambition politique que constituent les orientations à prendre quant à la satisfaction des besoins de tous.

Ce schéma a au moins le mérite d'obliger tous les intervenants à réfléchir à ces différentes problématiques et à essayer de mettre en œuvre des projets qui détermineront l'avenir et le développement économique de notre région.

C'est pourquoi le groupe CGT émet un avis favorable.



## CSIR PYREMED

### Plan de travail 2008-2009

Lors du dernier Comité Directeur en Andorre, le 4 juillet 2008, les 9 organisations syndicales (3 espagnoles, 1 andorrane et 5 françaises) du CSIR PYREMED (Conseil Syndical Inter Régional) ont validées leur plan de travail 2008-2009.

#### **L'HÔPITAL TRANSFRONTALIER DE PUIGCERDÀ :**

Le groupe de travail chargé de réaliser un comparatif des droits en matière de temps de travail et de représentativité (convention collective 51 côté français et XHUP côté catalan) ayant terminé ses travaux, le CSIR reprend les négociations avec la fondation chargée de la mise en place de l'hôpital. Au

delà des enjeux en matière d'offre de soins sur le plateau Cerdan, ces négociations, menées par les organisations syndicales des deux côtés de la frontière participent à l'élaboration du dialogue social transnational et à l'obtention de droits nouveaux dans ces zones transfrontalières.

#### **LA COMMUNAUTÉ DE TRAVAIL DES PYRÉNÉES :**

L'objectif reste pour le CSIR, d'intégrer les différentes commissions de la CTP (emploi, transports, infrastructures, développement durable...). Les démarches auprès des présidents des régions seront effectuées dès la rentrée.

#### **DROITS SOCIAUX ET SYNDICAUX EN ANDORRE :**

Poursuite avec la CES de notre soutien au syndicat andorran pour exiger l'ouverture de véritables négociations sur le droit social et du travail.

Prochaine initiative le 7 octobre 2008 dans le cadre de la journée mondiale d'action pour "un travail décent".

#### **TRAVAIL SAISONNIER ET FISCALITÉ :**

Ces deux activités déjà abordées dans le cadre du réseau EURES, sont relancées. La CGT ayant à charge de piloter celle sur la fiscalité, plus particulièrement sur les aspects transfrontaliers.

## Pour Juliette RABIA, son licenciement relève de la discrimination syndicale.



Juliette RABIA, a reçu de nombreux témoignages de soutien.

En effet, plus de 100 militants du Gers, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, du Lot et Garonne, sont venus le 24 juin 2008

à la Cour d'Appel d'Agen pour soutenir Juliette RABIA, ex-caissière, qui conteste le licenciement dont elle fit l'objet au sein du magasin Leclerc d'Auch en 2006.

Le 24 juin, la Cour d'Appel a été saisie pour la deuxième fois en deux ans. Pour Me Miranda, avocat de Juliette RABIA, c'est l'occasion de livrer une nouvelle bataille juridique.

En effet, le licenciement de Juliette reste le fruit d'une "discrimination syndicale" puisqu'elle avait l'intention d'adhérer à la CGT.

En mars 2006, le Conseil des Prud'hommes d'Auch s'était prononcé pour sa réintégration. La Cour d'Appel d'Agen

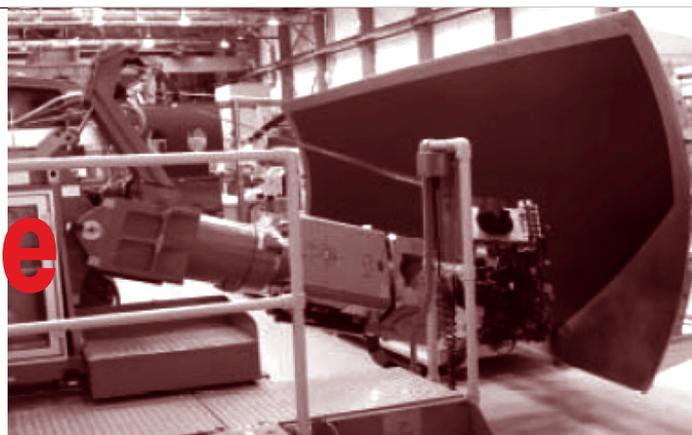
avait infirmé cette décision, l'employeur de Juliette avait donc réactivé la procédure de licenciement. Or, celle-ci avait été entre-temps élue déléguée du personnel CGT.

La loi impose théoriquement que l'employeur contacte l'inspection du travail. Ce qui n'avait pas été fait. Nouvelle procédure devant les Prud'hommes qui donne à nouveau raison gain de cause à Juliette RABIA, et nouvel appel de l'employeur. "Il était impossible d'implanter la moindre organisation syndicale dans cette enseigne gersoise" a répliqué Me Miranda.

La cour d'appel rendra son arrêt le 9 septembre 2008.

# Journée d'étude "composites"

Jeudi 19 juin à Tarbes



Cette journée d'étude organisée conjointement par les comités régionaux Aquitaine et Midi-Pyrénées répondait à une demande des syndicats de l'aéronautique, notamment de la SOCATA, TURBOMECA et AIRBUS et a réuni près de 50 syndicalistes et chercheurs issus de plusieurs entreprises. Roger-Pierre LEMOUZY pour la région Midi-Pyrénées a introduit la réflexion sur l'impact de la réorganisation du tissu industriel et que la CGT puisse définir une stratégie face à l'introduction massive du composite.

### LES COMPOSITES ET LES APPLICATIONS AVIONS :

Qu'est-ce qu'un matériau composite : "c'est un matériau hétérogène formés de plusieurs constituants agissant en synergie afin de lui conférer des propriétés finales supérieures à celles obtenues avec chaque constituant". Quelle évolution dans l'aéronautique : de 5 % sur l'A310 dans les années 1985, le composite représentera 53 % sur l'A350

dans les années 2010. Les fabricants de composite basés essentiellement au Japon, Etats-Unis et Europe augmenteront leur capacité de production de 28 100 tonnes en 2005 à 72 820 tonnes en 2010. Cependant, il faut rester prudent, car pour le remplaçant de l'A320, plusieurs solutions pourraient être développées : tout métallique, tout composite, hybride Alu/composite. Le frein de l'emploi du composite pourrait venir de l'impact sur l'environnement et sur la santé, et pas du fait que la matière première soit issue du pétrole.

### L'IMPACT DU COMPOSITE SUR LE TISSU INDUSTRIEL :

138 entreprises sont présentes sur le bassin de Midi-Pyrénées et Aquitaine : 71 en Midi-Pyrénées et 67 en Aquitaine, soit 30 000 salariés. Le plan POWER 8 d'AIRBUS est la mise en œuvre d'un nouveau modèle industriel basé sur le modèle BOEING, qui est de faire financer les risques industriels et technologiques aux sous-traitants.

Pour répondre à des appels d'offres sur l'A350, la SOCATA doit être vendue à DAHER : c'est une condition fixée par Louis GALLOIS, PDG d'EADS. Avec le plan ZEPHYR, qui prévoit la vente, puis la filialisation des sites d'AIRBUS Méaulte et St Nazaire, on touche pour la 1re fois à l'unicité d'AIRBUS.

Cela se traduit aussi par une précarisation du salarié : intérim, sous-traitance in-situ. Le vote des sous-traitants au sein des élections du donneur d'ordre, ainsi que la création des CIE (comité inter entreprise) sont des réponses de la CGT à cette évolution de la précarité.

### LA SANTÉ ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL LIÉES AU MATÉRIAU COMPOSITE :

La toxicité des fibres dépend de la composition chimique, de la forme, de la dimension et longueur des fibres : si le diamètre est inférieur à 3 microns, la fibre sera considérée comme présentant des risques pulmonaires importants.

Les caractéristiques des fibres de carbone sont : Une bio persistance importante, facilement scindable, émission de poussière fine. Yves BONGIORNO, responsable des dossiers amiantes et CHSCT au sein de la fédération métallurgie, précise que les CHSCT doivent faire valoir le principe de précaution et que les employeurs ont une obligation de résultat en matière de santé publique.

Des précautions existent comme l'aspiration à la source, les protections individuelles, limiter le temps d'exposition. Il ne s'agit pas de diaboliser le composite, mais la maîtrise du composite est à la fois la maîtrise de la production et des risques.

L'AFFSET, Agence française de santé publique, va mener une étude suite à une requête de la CGT, car peu d'études existent sur les matériaux composites.

Hervé BAYLAC, pour le comité régional de l'Aquitaine donnait la conclusion de cette journée d'étude :

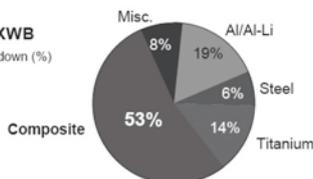
"On ne peut pas dissocier les enjeux industriels et les problèmes de santé"

**Xavier PETRACHI**

Comité régional Midi-Pyrénées  
Animateur régional collectif métaux



A350-900 XWB  
Material Breakdown (%)  
Including Landing Gear



## FSGT

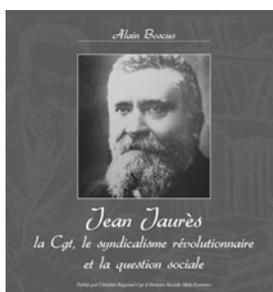
### Conférence - Débat : "Les 100 ans du sport ouvrier"

organisé par le Comité Régional FSGT  
Midi-Pyrénées avec le concours  
de l'Institut Régional CGT d'Histoire  
Sociale et du Comité Régional CGT  
Midi-Pyrénées.

**Vendredi 26 septembre 2008**  
à 20 heures  
Salle du Sénéchal  
17 rue de Rémusat  
à Toulouse



## JEAN JAURES



**"Jean Jaurès, la CGT,  
le syndicalisme révolutionnaire et la question sociale"**  
par Alain BOSCUS.

C'est la prochaine publication de l'Institut Régional  
d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées. Ces textes inédits  
peuvent enrichir vos connaissances.

L'ouvrage sera disponible, dès le mois de septembre 2008  
au siège du Comité Régional pour le prix de 20€.

